

PLAIDOYER ESS POUR L'EUROPE

Issu des propositions des membres de la Chambre française de l'ESS (ESS France)
et de ses partenaires Social Economy Europe, Le Labo de l'ESS et le RTES



Les traités européens prônent dans leurs objectifs le renforcement de la cohésion économique, sociale et territoriale en Europe. Or, le discours actuel semble porter davantage sur un repli national, une rupture de confiance marquée par la montée de l'euroscpticisme et un divorce entre les citoyens et les dirigeants européens, les institutions et la législation de l'Union.

Les consultations citoyennes organisées en 2018 dans de nombreux Etats membres montrent que **les citoyens attendent plus et mieux de l'Europe mais pas moins d'Europe**. Les élections européennes de mai 2019 sont l'opportunité pour l'UE de se réinventer à travers la participation des citoyens dans la construction de l'avenir de leur Europe. C'est uniquement pour et par eux que l'UE doit s'organiser et proposer des solutions adaptées à travers une économie socialement utile, solidaire, soucieuse de justice sociale et du bien commun.

L'ESS, qui porte en elle un projet social, a la capacité d'agir au local pour penser la globalité et est déterminée à **démontrer sa capacité à répondre aux enjeux sociétaux et environnementaux actuels**.

En effet, **l'ESS n'est pas une utopie**, elle est même un élément essentiel du paysage économique et social de l'UE. Comme le montre le dernier rapport « *Évolutions récentes de l'économie sociale dans l'Union européenne* » du Comité économique et social européen, l'UE compte 2,8 millions d'entreprises et organisations de l'ESS (soit 1 entreprise sur 10) qui emploient une force de travail de 13,6 millions de salariés (soit 4,5% de la population active) et génère 8% du PIB européen.

Depuis 10 ans, l'UE a permis aux États membres de se connaître les uns les autres, de s'inspirer mutuellement et de développer le changement d'échelle des structures de l'ESS, notamment grâce aux programmes et financements européens. **L'UE a besoin de l'ESS** pour atteindre ses citoyens, détecter leurs besoins réels et les faire participer par la **co-construction à la création de solutions pérennes**. Par des réalisations concrètes au plus près des craintes et aspirations des citoyens européens, et ce dans leur vie quotidienne, l'Europe pourra rappeler son rôle et démontrer son utilité à travers des synergies et des coopérations plus fortes ancrées sur les territoires.



Créer un écosystème favorable à la promotion et au développement de l'ESS afin de libérer tout son potentiel pour une croissance intelligente, durable et inclusive aux services de tous les citoyens européens

Reconnaitre l'Économie Sociale et Solidaire et ses fondements en droit communautaire, composante essentielle d'une biodiversité économique porteuse de sens et de garanties en termes de répartition de valeur, de maintien de l'emploi sur les territoires, et de services d'intérêt général. Cette économie doit être considérée comme une actrice transversale des politiques européennes.

Plaidoyer

- ▷ Traduire en droit communautaire les spécificités des modèles économiques et juridiques portés par l'ESS française et les prendre en compte dans l'élaboration des politiques européennes.
- ▷ Consolider le dialogue structuré, constructif et permanent entre l'ESS et les Institutions de l'UE en renouvelant l'intergroupe ES au Parlement européen, en rattachant l'ESS de manière explicite au portefeuille de responsabilité d'un vice-Président de la Commission européenne et en initiant un cadre d'échanges entre les institutions européennes et la société civile.
- ▷ Augmenter la visibilité de l'ESS par des actions de communication, de promotion et d'éducation auprès de la société civile et des institutions européennes à travers notamment la création d'un Erasmus de l'ESS afin de développer les partenariats transeuropéens et les échanges de bonnes pratiques entre autorités publiques nationales et territoriales.



Placer l'ESS au cœur d'une Europe sociale, solidaire et durable

L'ESS contribue à une UE plus sociale, solidaire et durable, à travers la réalisation des 20 principes du SEDS et des 17 ODD par la proposition de solutions innovantes et porteuses de progrès social : création d'emplois, de services sociaux et de santé, de qualité ; réduction des inégalités dont celles de genre ; contribution à la transition écologique.

Plaidoyer

- ▷ Faire des ODD le phare du futur cadre financier pluriannuel de l'UE et proposer une évaluation de la contribution de l'ESS aux ODD dans les actions d'Eurostat.
- ▷ Faciliter la mise en œuvre effective et ambitieuse du SEDS par sa prise en compte dans l'élaboration des budgets des politiques européennes et par l'adoption d'une feuille de route et de mesures concrètes et contraignantes pour les États membres.
- ▷ L'inclusion de l'ESS parmi les priorités économiques et sociales du Semestre européen ainsi que dans la nouvelle stratégie européenne en faveur des personnes en situation de handicap.
- ▷ Intégrer davantage les partenaires sociaux aux chantiers européens touchant les questions socioéconomiques et notamment le marché du travail, l'emploi et la formation professionnelle, par l'établissement d'un agenda commun des réformes et d'un processus de travail partagé.
- ▷ Co-construire avec les entreprises et organisations de l'ESS et les collectivités publiques les politiques européennes.



Consolider un écosystème financier cohérent et ambitieux pour améliorer l'accès aux financements et aux programmes de l'UE pour les entreprises et organisations de l'ESS

L'accès au financement est d'une importance capitale pour soutenir le développement des entreprises et organisations de l'ESS dans toute l'Europe. Ces entreprises jouent un rôle essentiel dans la cohésion sociale et territoriale, les services sociaux et l'innovation au service de l'emploi et de l'inclusion.

Plaidoyer

- ▷ Adapter les instruments financiers à la diversité des formes d'entreprises de l'ESS à travers des réglementations financières qui tiennent compte de ces différents modèles et par le renforcement des intermédiaires financiers de l'ESS.
- ▷ Simplifier et clarifier les conditions administratives et financières d'accès aux programmes et fonds européens, renforcer l'ingénierie pour accompagner l'ensemble des structures de l'ESS et faire du futur FSE+ une opportunité au service de l'innovation sociale tout en anticipant le risque de dilution de l'actuel FSE dans ce dernier.
- ▷ Intégrer l'ESS dans le Fonds Européen d'Investissements Stratégiques et le nouveau programme InvestEU avec la consultation d'experts financiers des organisations européennes représentant l'ESS dans les organes de gouvernance et une diversification de partenaires chargés de la mise en œuvre.
- ▷ Définir de manière transversale en droit communautaire les services sociaux d'intérêt général afin de les protéger de la seule logique de marché en prenant en compte les modèles économiques solidaires et collectifs des acteurs qui les mettent en œuvre.



Prendre en compte les dimensions sociales et sociétales dans les règlements européens sur les marchés publics

Les marchés publics représentent 14% du PIB de l'UE et ont un énorme potentiel en termes de promotion d'objectifs stratégiques d'intérêt général tels que la transition verte, l'inclusion sociale, l'accessibilité ou l'emploi de qualité. La commande publique responsable peut devenir un moyen à part entière pour permettre à l'ESS de répondre aux besoins sociaux et sociétaux.

Plaidoyer

- ▷ Renforcer les clauses sociales et environnementales dans les procédures des marchés publics.
- ▷ Orienter 15% de la commande publique européenne en volume d'achats vers les entreprises et organisations de l'ESS.
- ▷ Renforcer l'allotissement de la commande publique pour favoriser l'accès des entreprises et organisations de l'ESS.



Renforcer la prise en compte des territoires à l'échelle européenne

L'ESS, en tant qu'économie de proximité, conduit à un ancrage territorial pérenne notamment sur les territoires qui subissent des fractures économiques et sociales par le maintien des activités économiques et des structures de l'inclusion sociale.

Plaidoyer

- ▷ Favoriser les activités et coopérations transfrontalières et à l'extérieur de l'UE, des entreprises, organisations de l'ESS et collectivités.
- ▷ Abonder le programme de la Commission européenne « Régions européennes d'économie sociale » dont l'objectif principal est d'accroître la connaissance de l'ESS au niveau régional et local.
- ▷ Assurer une gouvernance partagée des fonds structurels européens en confirmant les partenariats multi acteurs (État, collectivités locales, organisations et société civile) relatifs à la définition de leur stratégie d'intervention et à leur suivi.



Promouvoir l'innovation sociale, l'économie circulaire et des emplois de qualité

L'ESS, source d'innovation sociale, est en capacité de répondre aux besoins et défis territoriaux à l'échelle européenne.

Plaidoyer

- ▷ Promouvoir et développer la coopération territoriale et l'expérimentation en s'appuyant sur le modèle des Pôles territoriaux de coopération économique pour favoriser l'innovation sociale et ainsi mieux répondre aux besoins et aux défis des territoires.
- ▷ Préparer le passage à une économie circulaire partout en Europe par la mise en place d'une politique fiscale favorable aux produits et services issus de l'économie circulaire (baisse de la TVA, etc.) et réformer la fiscalité des entreprises polluantes en appliquant le principe pollueur/payeur pour financer des politiques contribuant ainsi à la transition écologique et à la cohésion sociale.
- ▷ Promouvoir des conditions de travail justes et décentes en réponse aux nouvelles formes de travail précaires et mettre en place une politique européenne d'assujettissement des plateformes numériques et de leurs travailleurs à la fiscalité.





Chambre
française
de l'Économie
Sociale
et Solidaire

34 bis rue Vignon 75009 Paris – Tél. 01 53 31 39 80

